



## *pacte de la solidarité et de l'écologie*

*Groupe de travail Modes de vie – Comportement – Consommation  
Contribution du Mouvement ATD Quart Monde – 26 janvier 2010*

### Préambule

Dans la lettre de mission qu'ils ont adressée à Pierre Saglio, président du Mouvement ATD Quart Monde France, Monsieur le Ministre Jean-Louis Borloo et Madame la secrétaire d'Etat Valérie Letard présentent ainsi les enjeux et les contours du travail demandé :

*« L'enjeu consiste à faire du développement durable une valeur partagée par tous... Dans un contexte de crise économique,... nous avons la conviction qu'aujourd'hui plus que jamais, la solidarité est la clef de cette mutation. Solidarité et écologie sont les deux expressions d'un même projet où chacun est appelé à prendre en compte l'impact de son activité sur les hommes et l'environnement... »*

*Afin de concilier les visions complémentaires de la solidarité et de l'écologie, ... ces binômes seront chargés de conduire la réflexion et de nous proposer un programme d'actions sur le thème :*

***La transformation des modes de vie, des comportements et de la consommation. »***

C'est dans ce cadre que le Mouvement ATD Quart Monde souhaite apporter une contribution par la note ci-dessous. Il ne s'agit donc pas d'une réflexion globale sur le développement durable mais bien d'une réflexion sur les transformations que celui-ci implique dans les modes de vie, les comportements et la consommation de l'ensemble de nos concitoyens.

### Introduction

Partout dans le monde, les pauvres sont « les mieux placés » pour mesurer les dégâts d'un développement économique qui s'est fait au mépris des deux autres composantes du développement durable car ce sont eux qui en paient le plus grand prix.

Au plan économique, le système actuel, centré prioritairement sur le profit à court terme, a creusé les inégalités de manière vertigineuse et a massivement évincé du marché du travail les plus fragiles et les moins qualifiés.

Au plan environnemental, l'oubli de l'écologie a conduit au réchauffement et au dérèglement climatique et ce sont les moins armés pour y faire face qui se trouvent souvent en première ligne pour en affronter les conséquences : familles dans des zones inondables et menacées à chaque crue, populations affamées par la désertification, etc. De même, dans notre pays, ce sont les pauvres qui, très largement, sont obligés de vivre dans un environnement dégradé par des pollutions de toutes sortes, dans les logements les moins bien conçus pour

pouvoir, par exemple, se chauffer, sans dépenser des fortunes, et dans des zones souvent recluses hors des villes.<sup>1</sup>

Au plan social, l'oubli de l'ambition de « l'éradication de la pauvreté » pourtant inscrite en toutes lettres comme l'un des piliers du développement durable dans le rapport Brundtland, risque en permanence d'abandonner les plus pauvres dans le non-droit ou la dépendance des aides, sans perspective de rejoindre, à court ou moyen terme, le droit commun.

Le Mouvement ATD Quart Monde se construit jour après jour, depuis plus de cinquante ans, avec et aux côtés des populations les plus fragilisées par la grande pauvreté. Il souhaite donc faire quelques remarques sur la réflexion demandée en fondant celles-ci sur l'expertise et l'espérance de ces populations. Il est convaincu que ces personnes connaissant la pauvreté nous aident et nous aideront à faire du développement durable un levier d'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble des habitants de cette terre.

## Plan de la contribution

Le Mouvement ATD Quart Monde veut tout d'abord rappeler trois lignes directrices du développement durable qui lui paraissent rejoindre l'espérance des plus défavorisés d'en finir avec le fléau de la misère :

- le refus des développements séparés
- la conciliation entre échéances à court, moyen et long terme
- une nouvelle pratique privilégiant la mesure et le lien social

En lien avec ces trois lignes directrices, le Mouvement ATD Quart Monde fait trois propositions dans le cadre de la réflexion du groupe de travail :

- Viser à mettre fin aux circuits de consommation spécifiques des pauvres
- Soutenir les comportements civiques, individuels et collectifs, visant un développement durable équitable pour tous
- Rechercher de nouveaux outils pour mesurer nos progrès vers un développement durable équitable pour tous

## 1) Trois repères essentiels du développement durable pour construire un pacte de la solidarité et de l'écologie

### Le refus des développements séparés

#### Le refus de dissocier l'économique, le social et l'environnemental

Le développement durable rappelle l'impérieuse nécessité de concilier les trois dimensions du développement que sont l'économique, le social et l'environnemental si l'on veut qu'il soit équitable pour tous. Il rappelle qu'on ne peut y parvenir sans recentrer chacune de ces dimensions sur ses objectifs premiers et prioritaires :

L'économie est d'abord au service de l'emploi. Le social protège chacun contre les accidents de la vie et vise l'accès de tous aux droits de tous pour permettre l'éradication de la misère. L'écologie vise au maintien ou au rétablissement de conditions de bien-être et de santé pour tous, dans le cadre d'activités humaines durables respectant les écosystèmes et intégrant la finitude des ressources naturelles non-renouvelables.

---

<sup>1</sup> Une étude récente commandée par la Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances a confirmé que les personnes les plus pauvres, alors qu'elles polluent moins, vivent dans des régions de moindre qualité environnementale, ce qui contribue à une santé plus précaire, au stress et à la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles. (« *Prendre en compte les dimensions sociales de la politique environnementale* », juillet 2008)

### Le refus de l'abandon

Le développement durable vise également à ce que personne ne soit abandonné. Il refuse que le bien-être et la promotion des uns se fassent au détriment de la promotion des autres aujourd'hui ou demain. Il refuse également que certains ne soient jamais associés à la marche du monde et aux décisions engageant l'avenir commun des habitants de cette planète.

### Ces refus rejoignent l'espérance et l'expérience des plus défavorisés.

- Depuis toujours, ceux-ci aspirent à être reconnus et respectés comme des citoyens à même d'être consultés et associés aux décisions avec et aux côtés de l'ensemble de leurs concitoyens. Or, trop souvent ils font face au mépris constant de leur point de vue et de leur expertise.
- Les personnes pauvres savent ce que c'est que d'être confinés dans des territoires de relégation qui les isolent de leurs concitoyens, scolarisés dans des écoles ghettos, isolés des autres travailleurs et contraints à utiliser des circuits de consommation spécifiques.
- Le développement séparé conduit à la stigmatisation, à la discrimination de fait et à l'accroissement de toutes les inquiétudes, méfiances et violences. La violence contre soi des populations défavorisées, la haine de soi qui détruit les personnes, les intelligences, les potentiels constituent des coûts considérables pour la société.
- Le développement, s'il veut être durable, doit s'appuyer aussi sur une paix durable, basée sur la contribution et la recherche pour chacun du dépassement de soi. Attiser les rivalités et la compétition comme moteur premier du développement économique ne fait qu'affaiblir les potentiels de confiance d'une société entre ses membres.

## La conciliation entre échéances à court, moyen et long terme

Cette conciliation est exprimée ainsi dans le rapport Brundtland :

*« Le développement durable veut répondre aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations du futur »*

Bien sûr, très massivement (et « la commande » telle qu'exprimée dans la lettre de mission des ministres n'échappe pas à la règle), cette réflexion est d'abord perçue dans le domaine environnemental. Il s'agit de prendre enfin la mesure des risques que nous prenons pour nos enfants et petits-enfants à accepter un réchauffement et un dérèglement climatique aux conséquences désastreuses. Il s'agit d'introduire une pratique de consommation censée être plus vertueuse au regard de ces exigences environnementales, etc. Il s'agit également d'introduire la notion « d'empreinte écologique » dans le coût des biens en fonction des atteintes aux écosystèmes entraînées par leur production, des prélèvements exercés sur les ressources naturelles non-renouvelables et des destructions de la biodiversité.

Pourtant, le développement durable, dans sa conception d'origine, ne limite pas l'articulation entre court, moyen et long terme, à la seule préservation de l'environnement. Au contraire, il l'applique également aux deux autres dimensions du développement : l'économique et le social. Il pose comme principe fondateur que cette articulation est une condition de la réussite de l'éradication de la pauvreté, ce qui doit par conséquent nous inciter à développer le concept « d'empreinte sociale ».

Ce faisant, il rejoint l'expérience constante des personnes pauvres, dans le monde entier.

- Ceux-ci savent que le logement construit rapidement et à moindre coût sera en réalité plus coûteux à entretenir et habiter. Le poids des charges liées au logement a doublé en dix ans pour les 20 % de ménages les plus pauvres : c'est ¼ du budget familial voire la moitié (loyer ou remboursement d'emprunt, énergie, eau).
- Ils savent que faute de soutien sérieux dans l'éducation des enfants et faute de politique culturelle ambitieuse pour tous, ceux-ci n'auront aucune arme pour affronter

les évolutions du monde, réfléchir et dialoguer avec d'autres, se projeter dans l'avenir et contribuer aux innovations dont nous aurons tous besoin dans le futur.

- Ils savent que, bien souvent les réponses d'urgence ne conduisent pas au droit commun mais enferment leurs bénéficiaires dans des droits spécifiques qui ne sont bien souvent que de « pauvres droits ».
- Ils savent que le mot « transition » (classes de transition, cités de transit, etc.) ne désigne que des impasses qui ne les ont que rarement menées au droit commun.
- Ils savent que le « principe de précaution » n'est jamais mis en avant pour justifier un investissement massif dans une politique garantissant à tous les enfants de pouvoir grandir dans un logement digne et adapté aux besoins de leur famille.
- Plus généralement, lorsqu'une société manque aujourd'hui au respect d'un groupe social en bafouant les droits fondamentaux, cela se traduira demain par des relations détériorées avec ce groupe social ce qui peut conduire au communautarisme par ceux qui refusent l'état de droit, l'unité républicaine au profit d'un intégrisme religieux.

## Une nouvelle pratique privilégiant la mesure et le lien social

### La fin de la surconsommation et de la démesure

L'émergence du concept de développement durable signe la fin d'une période de la démesure, de la surconsommation. En se fondant sur une analyse du pillage des ressources (a priori limitées) en eau et en énergie par les populations les plus enrichies par le développement de ces dernières décennies, le développement durable veut appeler à l'émergence nécessaire d'un nouveau mode de consommation plus respectueux de l'environnement. Il prône de limiter ses prélèvements sur les ressources nécessaires à cette consommation au motif que le modèle dominant actuel, en terme de niveau de vie comme de mode de vie, ne pourrait en aucun cas être accessible à tous et compatible avec l'augmentation continue de la population mondiale. Il préconise également une production de biens moins éphémères, moins « jetables » et vise une amélioration de la qualité des biens de consommation.

### Une nouvelle conception du développement

Les partisans du développement durable dénoncent à quel point la dynamique de consommation actuelle conduit également dans l'impasse sur le plan sociétal. En effet, en reposant non sur la satisfaction de besoins mais sur le mimétisme comportemental cette consommation pousse à l'individualisme, et au développement de relations entre les personnes qui se limitent de plus en plus à l'usage ostentatoire de biens ou de services « à la mode ». Conférant à celles et ceux qui les exhibent une forme de reconnaissance sociale, cette pratique perverse réduit les êtres humains à leur capacité de consommer selon les normes édictées par le système productif en quête permanente de nouveaux marchés. Ce mode de vie est très lourd de conséquences sociales notamment pour les familles aux revenus modestes qui sont exclues de cette consommation. Elles sont de fait privées du lien entre consommateurs. Ces familles sont plus encore exclues des liens entre producteurs et consommateurs que veulent instaurer actuellement les « nouveaux consommateurs ». En effet, nombreux sont ceux qui insistent sur l'importance de créer de nouveaux types de liens sociaux entre consommateurs, et entre consommateurs et producteurs. Ils introduisent ainsi de nouvelles dimensions dans la notion même de développement, appelant à y inclure une mesure de l'évolution du bien-être individuel et collectif.

### Ce faisant, ils rejoignent l'espérance et l'expérience quotidienne des plus défavorisés.

- Dans le monde entier, les personnes pauvres sont contraintes à une consommation « réduite » et souvent composée de biens de mauvaise qualité. Elle provoque « des manques » préjudiciables à leur santé et au développement équilibré de leurs enfants. Elle est souvent perçue comme une humiliation de ne pas pouvoir accéder à une consommation normée et fortement incitée par le marketing (ex. de l'habillement de marque).

- Les personnes pauvres savent également que nul ne peut tenir et être respecté s'il est abandonné des autres, sans lien avec autrui, nié dans son expérience et sa pensée. Elles sont confrontées en permanence à des décisions, individuelles et collectives, prises sans elles et aboutissant bien souvent à leur dicter ce qu'elles devraient faire et penser.

## 2) Trois propositions pour un développement durable source de progrès pour tous

### Viser à mettre fin aux circuits de consommation spécifiques des pauvres

Le Mouvement ATD Quart Monde rappelle que les distributions alimentaires de toute nature représentent aujourd'hui en France un équivalent quotidien de 2,5 millions de repas<sup>2</sup>. Année après année, a été institué un véritable circuit de consommation spécifique pour les pauvres.

- Il est distinct des autres circuits (il faut justifier de sa situation pour y avoir accès).
- Il ne conduit pas au droit commun (dans certains cas, il est d'ailleurs pris en compte parmi les ressources des ménages pour calculer le montant de prestations auxquels ils auraient droit).
- Il contribue à stigmatiser ceux qui l'utilisent quelle que soit la bonne volonté et la qualité de l'engagement des personnes qui animent ces réseaux. « *Quand je vais aux distributions, j'emporte des sacs Carrefour pour que les gens croient que je reviens des vraies courses.* »<sup>3</sup>
- Il mobilise l'énergie et l'engagement de milliers de nos concitoyens qui montrent ainsi leur volonté d'être aux côtés des plus défavorisés.

Le Mouvement ATD Quart Monde demande donc aux pouvoirs publics de prendre l'engagement de mettre en œuvre, avec l'ensemble de nos concitoyens et, en premier lieu, les acteurs et les bénéficiaires de ces circuits de distribution, les politiques permettant d'y mettre fin, dans un délai raisonnable. Ces politiques permettront de limiter le recours à ces modes de consommation aux seuls dépannages ponctuels liés à des situations d'urgence particulières, individuelles ou collectives.

Pour y parvenir, plusieurs propositions complémentaires sont à étudier et à mettre en œuvre :

#### Une revalorisation des minimas sociaux.

Le Mouvement ATD Quart Monde rappelle que le droit à une sécurité de revenus est un droit constitutionnel dont la mise en œuvre s'impose à l'Etat. Or, chacun sait que l'écart de pouvoir d'achat entre le RMI (devenu maintenant RSA « socle ») et le SMIC n'a cessé de se creuser depuis la création du RMI.

On reconnaît aujourd'hui que le SMIC ne protège pas de la pauvreté (c'était d'ailleurs un des arguments de Martin Hirsch, Haut Commissaire, lors de la création du RSA) mais on a accepté que le RSA ne procure pas un centime de plus à ceux qui n'ont aucun revenu professionnel.

Une étude menée par l'Université populaire Quart Monde de Basse-Normandie<sup>4</sup> montre que le pouvoir d'achat (« reste à vivre » lorsque les charges fixes de loyer, énergie, transports en commun ont été payées) des participants à cette université populaire se situe entre 1,5 et 8 euros par jour et par personne, ce qui, à l'évidence, oblige ces ménages à utiliser les circuits de distribution alimentaire pour pouvoir survivre.

<sup>2</sup> Cf. rapport de la cour des comptes

<sup>3</sup> Extrait de la réflexion de l'université populaire Quart Monde de Basse-Normandie sur le pouvoir d'achat – février 2009

<sup>4</sup> CF université populaire de février 2008 sur le pouvoir d'achat

### Une tarification progressive des services essentiels

Les services essentiels sont les biens de consommation dont chacun a impérativement besoin pour pouvoir vivre. On pense bien sûr au logement mais aussi à l'eau, l'énergie, les transports en commun, le téléphone et l'accès aux TIC (Technologies de l'Information et de la Communication).

De nombreuses études montrent que la part consacrée par les ménages à ces services essentiels est inversement proportionnelle au montant de leurs revenus. On sait par ailleurs que nombreux sont ceux, parmi les ménages les plus défavorisés, qui doivent régulièrement subir des coupures d'eau, d'électricité, de téléphone, ou se priver de tout déplacement faute de moyens financiers. Par ailleurs, pour nombre de ces services, le développement durable recommande d'en diminuer la consommation.

Le Mouvement ATD Quart Monde demande donc que soient étudiés et valorisés par les pouvoirs publics des systèmes de tarification progressive permettant de limiter les coûts fixes pour les ménages aux revenus modestes et de distinguer la consommation de base et la consommation supplémentaire.

- Le coût unitaire de la consommation de base (en eau, en électricité, etc.) définie par concertation en fonction de la composition du ménage garantit à chacun de pouvoir financer cette consommation quels que soient ses revenus.
- La consommation supplémentaire est ensuite tarifée à un coût unitaire de plus en plus élevée de façon à dissuader une consommation excessive et de façon à compenser le faible coût de la consommation de base.

### Veiller que l'accès à l'eau soit un droit pour tous

Nous assistons depuis de nombreuses années à la fermeture de fontaines publiques dans les communes pour éviter que des personnes ou familles défavorisées se regroupent et se fixent autour de ces points d'eau. Pour les empêcher d'utiliser les bornes à incendie, certains services publics mettent en place de nouvelles clefs qui les rendent plus inviolables. Des consignes sont transmises aux forces de l'ordre pour verbaliser les familles qui y prélèvent de l'eau. Devant cette difficulté d'avoir accès à un point d'eau public, certaines personnes ont de plus en plus recours aux cimetières, soulevant l'indignation des passants, et, là encore, une restriction plus grande à cet accès. Nous observons de plus en plus que des familles, ne pouvant avoir accès à l'eau potable, sont amenées à payer l'eau en bouteille, accentuant la précarisation de la famille.

Le Mouvement ATD Quart Monde demande donc que l'accès à l'eau potable soit un droit fondamental garanti par les pouvoirs publics à tous les habitants de notre pays. Dans ce but, les pouvoirs publics exigeront **que toute commune installe des fontaines d'accès public et gratuit**. Celles-ci doivent permettre un accès à l'eau non stigmatisant pour les ménages obligés de vivre sans eau courante à leur domicile.

### Soutenir l'expérimentation d'autres modes de distribution

La distribution actuelle est organisée massivement pour développer une consommation individuelle, sans lien des consommateurs entre eux et sans lien entre producteurs et consommateurs.

Le développement durable, en favorisant le dialogue entre les mondes économiques, sociaux et environnementaux, met en évidence d'autres formes de distribution permettant au contraire de développer des liens entre consommateurs et également entre producteurs et consommateurs (cf. les jardins de Cocagne, les AMAP ou l'exemple de la boutique de l'association Solid'Arles). Ces liens permettent, très concrètement, de développer un vivre ensemble où personne n'est abandonné.

Ces nouveaux comportements citoyens sont également un soutien à l'économie sociale et solidaire, qui vise à renouer un lien de responsabilité entre celui qui achète et celui qui vend et remet l'humain au cœur de l'économie et de l'entreprise (coopératives d'activité, AMAP, Agapes, collectifs, etc.), lien de responsabilité entre celui qui confie son argent et celui qui emprunte proposé par les banques ou caisses solidaires (comme la NEF, les Cigales, Autonomie et Solidarité...).

#### Soutenir l'expérimentation de productions localisées et de jardins familiaux accessibles aux plus défavorisés

Le Mouvement ATD Quart Monde demande aux pouvoirs publics d'inciter et de soutenir la production de proximité, dans le domaine de l'alimentation en particulier. Cette production est la plus à même de développer ensuite les liens entre producteurs et consommateurs. Elle peut faciliter, en outre, l'accès à une production de qualité et permet de réduire les coûts de transports.

Les pouvoirs publics pourraient également développer les « jardins familiaux ». Il s'agit de favoriser l'accès de tous ceux qui le souhaitent à la culture jardinière: par la mise à disposition de parcelles de terre dans les quartiers les plus défavorisés ; par un système de prêt d'outils (pour ceux qui ne peuvent en acheter), par l'accès à l'eau. Une contrepartie pourrait être de reverser une partie de la production pour le bien commun. Revendue sur le marché, elle permettrait l'achat des outils prêtés ou pour alimenter la cantine scolaire (projet en lien avec l'école du quartier). Dans ces populations défavorisées, une partie des ménages a grandi à la campagne et ces productions seraient une occasion de transmettre leur savoir-faire dont ils ont été amputés en venant vivre en ville.

### Soutenir les comportements civiques, individuels et collectifs, visant un développement durable équitable pour tous

#### Multiplier les débats civiques et y soutenir la participation des plus défavorisés

*« Lorsque les dirigeants feront l'effort d'informer les groupes de population les plus démunis, de solliciter leur opinion et de montrer qu'ils sont pris en compte, les plus pauvres pourront alors agir en citoyens pleinement responsables, être reconnus comme ayant des droits et des responsabilités et recevoir le soutien leur permettant de les assumer. »*

Joseph Wresinski - Rapport au CES « Grande pauvreté et précarité économique et sociale »

La lettre de mission des ministres souligne que le développement durable nécessite un changement de culture. Celui-ci ne peut se construire et être pris en compte par nos concitoyens que s'il fait l'objet d'un vaste débat initié et valorisé par les pouvoirs publics à tous les niveaux.

Le Mouvement ATD Quart Monde demande que les pouvoirs publics soutiennent les initiatives visant à permettre ce débat dans les lieux de vie des plus défavorisés en créant les conditions de leur participation active avec tous. La contribution des personnes pauvres est essentielle pour élaborer de nouvelles stratégies d'organisation de la société basée sur la solidarité et la fraternité et prenant en compte les dimensions sociale, économique et environnementale.

Une telle réflexion commune sur les changements à opérer dans le domaine de la consommation permettrait par exemple de mieux cerner ensemble comment favoriser l'émergence d'une consommation basée sur la satisfaction de besoins réels, détachée de la reconnaissance sociale, sans risque d'humiliation pour quiconque et favorisant au final des liens sociaux plus riches pour tous.

### Veiller aux conditions de cette participation

Le Mouvement ATD Quart Monde a une expertise à faire valoir sur les conditions de la réflexion commune avec les plus défavorisés<sup>5</sup>. Sans être exhaustif dans cette contribution, trois conditions doivent être rappelées : la nécessité d'aller au devant des personnes, de rechercher leur participation, et la nécessité d'une formation de tous les acteurs de cette réflexion et de ce dialogue.

- Prise en compte de la réflexion des plus pauvres dès la conception et la prise de décision pour que leurs expériences et leurs idées aient un impact sur le projet et les décisions prises.
- Nécessité de médiateurs et d'intermédiaires pour aller à la rencontre de gens qu'on ne voit pas ou qui n'osent pas venir aux débats publics. Plus grande est la misère des gens, plus faible est la probabilité qu'ils exercent leurs droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels. Il conviendrait de s'appuyer sur des intermédiaires qui ont des relations de confiance avec les plus pauvres, tels que des ONG locales auxquelles ces personnes ont choisi de participer ou d'autres intervenants qui travaillent en étroite collaboration avec elles à la promotion de leurs droits.
- Assurer une formation de tous les partenaires et en mesurer le temps et le coût à prendre en compte dans les projets. Une formation permettant à chacun de s'exercer à exprimer son point de vue de façon à être compris des autres. Une formation à comprendre la réalité de vie des plus défavorisés et des différents acteurs pour favoriser une compréhension réciproque des besoins et des exigences de tous les intervenants.

### Instituer des recours contre toute forme de discrimination sociale

Le refus des développements séparés nécessite de faire reconnaître certains actes comme de la discrimination sociale (et devant être sanctionnés comme tels), par exemple le fait d'organiser une pétition contre l'implantation de logements sociaux dans son quartier. Il s'agit de donner à chacun un recours contre le non accès de tous aux droits de tous.

Le Mouvement ATD Quart Monde demande à l'Etat de missionner la HALDE pour mettre en œuvre de tels recours.

### Développer les formations de tous, dès l'école, au développement durable

Le Mouvement ATD Quart Monde demande que la formation civique au développement durable soit prise en compte et développée pour tous les enfants, dans la volonté de favoriser les initiatives concrètes des enfants.

Les « écoles vertes Brundtland » pourraient servir de base. Elle « agissent, deviennent une force de transformation sociale et s'inscrivent à l'intérieur d'un geste positif de société. Ainsi, le statut d' « école verte Brundtland » s'obtient avec l'engagement des élèves et du personnel en éducation relative à l'environnement à l'école et en dehors de celle-ci. C'est donc une école qui pose des actions concrètes, quotidiennes, mesurables et continues pour améliorer la qualité de l'environnement et afin de contribuer à créer un monde pacifique, écologique et solidairement responsable... »

## Rechercher de nouveaux outils pour mesurer nos progrès vers un développement durable équitable pour tous

### Une nouvelle définition du développement

Les ressources matérielles de notre planète ne sont pas infinies et nous devons apprendre à partager et à gérer ces richesses entre tous pour garantir un développement durable qui respecte la dignité et les droits essentiels de tous les êtres humains. Dans cet effort de développement, ne faut-il pas mettre un curseur sur le développement de l'humain dans ses capacités de relation, de création, de richesses culturelles, d'art de vivre, d'art et de beauté,

---

<sup>5</sup> Cf. « Ce que l'on dit doit faire changer notre vie : Grande pauvreté, participation et accès de tous aux droits fondamentaux » - document de travail européen du Mouvement international ATD Quart Monde aux Editions Quart Monde, février 2006

de qualité de vivre ensemble. Pourquoi ne pas appeler cela du développement personnel, social, territorial, culturel ? N'est-ce pas ce développement dont nous devrions mesurer les progrès ?

*« Exclure les plus pauvres constitue un gâchis spirituel et humain intolérable. Qui, mieux que ce peuple, peut savoir pour l'avoir vécu ce qui opprime les hommes, ce qui les détruit ? Si nous écoutions les familles (misérables), elles seraient les révélateurs de tout ce qui, dans nos sociétés, brime, écrase l'homme. Leur expérience pourrait nous enseigner ce qu'est réellement la justice, la liberté. Elles pourraient nous apprendre les exigences qu'impose une vraie démocratie où tout citoyen est entendu parce qu'il est homme. »*

Joseph Wresinski à la Mutualité, octobre 1977

### De nouveaux indicateurs

De nombreux chercheurs prônent aujourd'hui la mise en place de nouveaux indicateurs, remplaçant ou complétant les seuls outils actuels qui mesurent les performances de l'économie de marché à travers l'augmentation du Produit Intérieur Brut.

Ces nouveaux indicateurs doivent prendre en compte une nouvelle définition du développement, celle du développement durable, *« à même de faire ce que les gens souhaitent réellement : mesurer les progrès accomplis en atteignant, sur une base durable, les objectifs établis dans le domaine social, économique et environnemental. Les politiques nationales et communautaires seront en fin de compte jugées sur leur capacité à atteindre ces objectifs et à améliorer le bien-être des citoyens européens. Pour cette raison, les futures politiques devront reposer sur **des données rigoureuses**, dûment mises à jour et **acceptées de tous**, et couvrant **toutes les questions essentielles**. »*<sup>6</sup>

Ils doivent permettre ainsi d'alerter l'opinion et les pouvoirs publics sur les risques considérables, sociétaux et environnementaux que courent nos sociétés humaines en persistant de ne pas intégrer les impératifs de l'éradication de la pauvreté à l'échelle de la planète qui est au fondement du développement durable.<sup>7</sup>

Le Mouvement ATD Quart Monde demande au gouvernement de missionner le Conseil Economique, Social et Environnemental pour apporter sa contribution à l'élaboration de ces nouveaux indicateurs à destination de l'Etat, des collectivités locales et de l'opinion. Il demande également que le Parlement, sur la base de ces indicateurs, évalue chaque année les objectifs fixés par l'Etat dans la Stratégie Nationale du Développement Durable qu'il aura au préalable définie.

---

<sup>6</sup> Communication de la Commission des communautés européennes au Conseil et au Parlement européen d'août 2009 sur « Le PIB et au-delà : mesurer le progrès dans un monde en mutation »

<sup>7</sup> « La Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU estime que la pauvreté généralisée n'est pas une fatalité. Or, la misère est un mal en soi, et le développement soutenable signifie la satisfaction des besoins élémentaires de tous, et pour chacun, la possibilité d'aspirer à une vie meilleure. Un monde qui permet la pauvreté endémique sera toujours sujet aux catastrophes écologiques et autres. » Rapport Brundtland, "Notre avenir à tous", avril 1987.